Document generated on 08/07/2025 5:54 a.m.

Petite revue de philosophie

Le féminisme sera-t-il au rendez-vous du Grand Soir ?

France Giroux

Volume 7, Number 2, Spring 1986

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1104229ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1104229ar

See table of contents

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

0709-4469 (print)
2817-3295 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Giroux, F. (1986). Le féminisme sera-t-il au rendez-vous du Grand Soir ? *Petite revue de philosophie*, *7*(2), 131–146. https://doi.org/10.7202/1104229ar

Tous droits réservés © Collège Édouard-Montpetit, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le féminisme sera-t-il au rendez-vous du Grand Soir?*

France Giroux

Professeur au département de philosophie du CÉGEP Montmorency

* Texte d'une communication libre présentée dans le cadre du séminaire *Les Théories de l'égalité*, au département de philosophie de l'Université de Montréal, le 4 avril 1984.

Il existe au moins deux courants dans le discours féministe, le courant néo-féministe et le courant féministe radical. Le courant néo-féministe ouvre une brèche dans l'idéologie sexiste par la revendication des femmes à s'approprier leur corps et leur propre désir. Or, pour le courant féministe radical, ce n'est pas en écoutant les mouvements et les vagues de nos corps que le discours féministe portera fruit, mais bien plutôt en posant la question de savoir comment les rapports hommes/femmes et les rapports sociaux s'articulent entre eux. De fait, si l'on dénonce la pensée archétypique des philosophes à propos de la féminitude, on sera amené à exiger d'abord la fin de l'exclusion sociale des femmes. Toutefois ce type de révolution féministe réagissant aux stétéotypes issus d'une logique binaire, les oppresseurs et les opprimées (laquelle équivaut à la logique politique du parti d'opposition qui aspire à renverser le parti au pouvoir) ne réussira pas à mettre fin complètement à l'esclavage, car les rapports hommes/femmes seront toujours contaminés par les règles

sociales selon lesquelles s'organise, même dans la relation la plus intime — celle d'un homme et d'une femme — la répartition du pouvoir. L'image de la femme libérée n'est que l'inversion mystifiante de l'image de la femme docile et soumise[1]. Aussi le féminisme radical préconise-t-il non seulement l'inclusion des femmes dans le cycle de la vie socio-économique mais aussi la transformation des rapports hommes/femmes. De plus, ces révolutions s'insèreront dans la révolution de l'ensemble des rapports sociaux par laquelle toute domination — y compris celle de l'exécutant — sera abolie. En ce sens, le féminisme radical véhicule une utopie: les hommes et les femmes seront égaux, différents, intégrés véritablement dans une société où le pouvoir éclaté signifiera la fin des dominances. Eu égard à cette utopie, on se demande de quel droit le marxisme fait fi de la cause des femmes.

La revendication constitue le temps fort du discours féministe: elle donne rétrospectivement un sens à la dénonciation des injustices dont les femmes sont victimes[2]. Or, une revendication est fondée dans la

1. À ce propos, Claude Lévesque («Penser le féminin», cahier 21 de *L'Énigme du féminin*, Montréal, Radio-Canada, 1985) souligne: «La subversion féministe, aussi nécessaire soit-elle, n'est qu'un renversement de la hiérarchie homme/femme, elle reproduit insidieusement le vieux modèle et n'altère donc pas radicalement la situation. À ce premier geste ... il faut en ajouter un autre ... il s'agit de se débarrasser du vieux modèle, de la logique de l'opposition, de la logique binaire, de la dialectique. Cette logique oppositionnelle donne une définition positionnelle de la femme, en ce sens qu'il y a, de ce point de vue, une essence spécifique de la féminité. Une place déterminée — déterminée par son opposition à l'homme — à l'intérieur de l'université ou de la société. Cette vision métaphysique dit: «À chacun sa place.» Et c'est dans ce face-à-face symétrique, complémentaire, que l'on revendique des droits égaux pour des sujets égaux, des sujets femmes qui ont un corps propre, une identité propre, une jouissance propre, une écriture propre.»

2. Cf. J. Ayoub, «Eros Androgyne et Logos philosophique», *Actes du XVII^e Congrès mondial, Perspectives féministes sur l'histoire de la philosophie.*

mesure où l'analyse de la condition féminine qui la précède est exacte. Ainsi, si l'on utilise les catégories du privé et du public, la femme est considérée comme limitée à des tâches immanentes dans le «privé» tandis que l'homme se réserve les tâches transcendantes du «public». La libération de la femme se traduit alors en termes d'égalité d'accès aux tâches transcendantes, c'est-à-dire aux postes de gestionnaires.

Or, dans le domaine public la plupart des tâches sont immanentes. Remplacer l'immanence des tâches ménagères par l'immanence des tâches de la société du marché constituerait-il une libération? Dans la mesure où l'intégration au travail social rend visible le rôle de la femme dans le cycle de la production sociale et lui donne un salaire en conséquence, ceci consiste en un premier degré de libération. L'esclavage salarié est préférable à l'esclavage sans salaire ne serait-ce que pour des raisons financières. Mais la question de savoir en fonction de quels critères le travail domestique est-il dénué de valeur demeure entière. Selon les femmes des formations politiques de la gauche et de l'extrême-gauche de France, leurs tentatives multiformes pour briser l'opposition entre la vie publique et la vie privée ouvriraient à toutes les femmes la voie de la reconnaissance de leur rôle dans le cycle de la vie socio-économique et politique. Afin d'évaluer les conditions d'émancipation des esclaves sans-salaire, il est bon de se poser deux questions: la lutte des femmes est-elle en théorie une lutte de classe et les femmes constituent-elles une caste?

Dans une certaine perspective féministe, la lutte des femmes est une lutte de classe, car pour ces courants «lutte de classe», le «sort commun des femmes doit être mis en évidence... à partir d'une analyse matérialiste des bases socio-économiques de la domination patriarcale. En posant que les femmes constituent une classe socio-économique exploitée et solidaire à ce titre, le féminisme radical entend s'inscrire contradic-

toirement à l'intérieur du champ théorique et politique marxiste[3].» Les militantes des organisations politiques de la gauche classique, parties prenantes du mouvement des femmes, sont à l'origine d'une grave controverse au sein de leurs organisations mêmes par leur mise en cause des «ressorts sexistes du fonctionnement des organisations et l'artificialité d'un militantisme politique qui fait l'impasse sur les questions 'triviales' de la vie quotidienne[4].»

> Ces femmes à la fois militantes politiques et militantes du mouvement des femmes se trouvent prises en effet dans une contradiction particulièrement aiguë: la logique de leurs positions politiques les conduit, à l'intérieur du mouvement des femmes à poser que la condition des femmes n'est pas homogène selon leur appartenance de classe. Tandis qu'à l'intérieur de leurs organisations politiques, il leur faut, pour empêcher la dilution de la lutte des femmes contre leur oppression spécifique dans la lutte anticapitaliste en général, maintenir la nécessité de l'unité et de l'autonomie du mouvement des femmes[5].

Dès 1910, les femmes socialistes reconnaissaient que le régime capitaliste n'était pas le seul ennemi des femmes. En conséquence, elles faisaient de l'émancipation de leur sexe une question spéciale distincte des doctrines d'affranchissement antérieures au Féminisme[6], car quelques hommes se sont faits les adverssaires des femmes en essayant de les empêcher de conquérir leurs libertés.

Les femmes socialistes tenaient donc à sauvegarder l'unité du mouvement féministe malgré l'hétérogé-

3. Danièle Léger, *Le féminisme en France*, Paris, Le Sycomore, 1982, p. 51.

4. *Ibid.*, p. 52. Cf. Maïté Albistur et Daniel Armogathe, *Le grief des femmes. Anthologie de textes féministes du second empire à nos jours,* Paris, Éditions Hier et Demain, 1978, p. 108.

5. D. Léger, *op. cit.*, p. 52.

6. Cf. M. Albistur et D. Armogathe, *op. cit.*, p. 92.

néité des classes sociales de ses membres. «Rien n'est plus hostile au féminisme, considéré comme mouvement spécial et comme question sociale particulière, que la conception marxiste sur la lutte des classes[7].» Pour les marxistes orthodoxes, cette lutte forme la trame de l'histoire. Si l'on suit ce raisonnement dans sa logique interne, «toute bataille qui n'est pas directement menée contre le capitalisme, n'est qu'une erreur et n'aboutit qu'à une 'déviation'[8]».

C'est en ce sens que de nos jours le parti communiste français affirme que les femmes n'ont aucune revendication propre. Elles n'ont qu'un seul ennemi: les «grands monopoles.» D'après eux, les femmes n'ont aucun titre à s'organiser de manière autonome: «La revendication des droits de la femme étant une partie du programme socialiste, la lutte contre le capital mènera, au jour de la libération universelle, à la libération de la femme[9].» La transformation des rapports hommes/femmes s'opèrera dès que les rapports de production seront transformés.

Or, les femmes socialistes (1907) et Lénine étaient explicites à ce sujet: lorsqu'on traite du marxisme et de la question des femmes, il appert que l'abolition de l'exploitation des salariés (par les gros possédants) ne coïncide pas avec la fin de l'exploitation spécifique dont les femmes sont l'objet. La fin de l'esclavage des salariés n'implique pas la fin de l'esclavage domestique.

Nelly Roussel, en tant que femme socialiste, considérait que les «femmes du peuple», contrairement aux militants socialistes qui appartiennent au sexe «fort», ont avec la bourgeoisie des intérêts communs. Il n'y a pas chez les femmes un abîme séparant les classes

7. *Ibid.*, p. 113. Il s'agit d'un texte de Lydie Pissarjevski.

8. *Ibid.*, Il s'agit des doctrines socialiste ou libertaire.

9. *Ibid.*, p. 113-114. Lydie Pissarjevski, 1910.

aussi profond que chez les hommes. Il «n'y a pas chez nous de 'classes dirigeantes', puisque *toutes* les femmes sont — ou du moins doivent être — d'après la loi des *dirigées*. Et il est vraiment injuste de rendre les femmes bourgeoises responsables d'un état de choses, que, traitées de tout temps en mineures et en incapables, elles n'ont pu contribuer à créer, et dont elles-mêmes sont victimes[10].»

Pour les militantes socialistes et libertaires de l'époque, la lutte contre le capitalisme «se complique de la lutte contre le *masculinisme* — c'est-à-dire contre *le principe de la suprématie mâle* — qui intéresse *toutes* les femmes. La femme prolétaire est opprimée comme *femme* autant que comme *prolétaire*; elle ne souffre pas moins du *préjugé sexuel que de l'injustice sociale*. De là, pour elle, un double intérêt, qui se confond d'un côté avec celui de tous les individus de sa *classe*, de l'autre avec celui de tous les individus de son *sexe*[11].» Il y a ainsi pour les «femmes du peuple» un double problème: l'oppression des femmes et l'esclavage d'usine. En outre, la réponse à la question «Qui est l'ennemi principal[12]» n'est pas claire. Est-ce le capitalisme ou le pouvoir patriarcal? le mâle ou le bourgeois?

Les femmes socialistes ne peuvent donc se contenter d'être militantes socialistes au sein de leurs organisations politiques et faire abstraction ainsi de leurs intérêts de femmes, car la répartition des tâches dans la famille ne changerait pas dès que les rapports de production capitalistes seraient modifiés. En fait, ces questions de relations hommes/femmes et de l'image qu'ils ont de leur rôle respectif ont été négligées par le P.C.F. La prise en charge à part égale par l'homme

10. *Ibid.*, p. 112.

11. *Ibid.*, p. 113. Il s'agit d'un texte de Nelly Roussel, «Féminisme et socialisme, l'*Action*, 17 septembre 1907».

12. Du titre de l'article de Christine Dupont, «L'ennemi principal», in *Partisans*, n^{os} 54-55, juillet-octobre 1970.

et par la femme des tâches ménagères, selon le P.C.F. est une «conception limitée de l'égalité;» elle ne peut être qu'«un palliatif au moment où le développement technologique devrait permettre une mécanisation poussée du travail ménager[13].»

La fonction économique propre de la famille ayant été occultée par toutes les études économiques (aussi bien socialiste que capitaliste) des rapports de production, la famille n'est ni un lieu de production sociale, ni un lieu de pouvoir (la famille étant isolée). Pour les socialistes, elle est essentiellement définie par sa fonction idéologique dans la reproduction des rapports sociaux capitalistes, elle est le lieu «où naissent et grandissent les futurs producteurs.» Elle n'est pas en soi un front de lutte anticapitaliste. Pourtant si les femmes mettaient fin à leur isolement, elles pourraient faire reconnaître leur rôle dans le cycle de la production sociale et leur pouvoir politique[14].

> Mais partout la femme continue à demeurer l'esclave domestique, malgré toutes les lois libératrices, car la petite économie domestique l'étouffe, l'abêtit, l'humilie, en l'attachant à la cuisine, à la chambre des enfants, en l'obligeant à dépenser ses forces dans des tâches terriblement improductives, mesquines, énervantes, hébétantes, déprimantes. La véritable libération de la femme, le véritable communisme ne commenceront que là et au moment où commencera la lutte des masses (dirigée par le prolétariat possédant le pouvoir) contre cette petite économie domestique, ou plus exactement, lors de sa transformation massive en grande économie socialiste[15].

13. D. Léger, *op. cit.*, p. 92.

14. Selon Claire Bonenfant (Conseil du statut de la femme), les femmes ne semblent pas encore avoir réalisé qu'un plus grand nombre de députés féminins au Parlement accroîtrait leur pouvoir.

15. Lenine, *Œuvres choisies,* tome II, Moscou, éditions de Moscou, 1947, p. 596-598.

On se questionne à juste titre sur la nature de cette «économie domestique» dont les études économiques ne disent mot. Un certain nombre de courants féministes ayant pris «acte de l'impuissance des partis communistes traditionnels à mettre en perspective la lutte des femmes et la lutte des classes» ont tenté d'analyser la situation de la femme dans la famille et de la famille non pas seulement sur les rapports idéologiques internes de la famille mais aussi sur la base économique réelle des rapports familiaux. Les entreprises qui reposent sur l'évaluation de la contribution spécifique des femmes à la production par leur travail domestique et l'éducation des enfants ont toutes en commun de «s'inscrire en faux contre le point de vue de l'économie politique bourgeoise qui nie purement et simplement l'existence d'une production ménagère et n'envisage la famille qu'en tant qu'unité de consommation (dans la comptabilité nationale française, les 'ménagères' ne sont pas considérées comme des entités économiques productives)[16]».

Il convient donc de déconstruire le modèle «classique» d'interprétation du rapport des femmes à la production. On peut, par exemple, mettre en cause la coupure établie entre le travail domestique et le travail social. Cette mise en cause entend démontrer que si la femme en tant qu'agent économique est exclue de la sphère de l'échange, sa production ne l'est pas[17]. Ainsi le courant de l'école de Chicago qui se nomme «la nouvelle économie domestique» reconnaît que, même si le travail domestique ne fournit pas de recettes fiscales, il

16. D. Léger, *op. cit.*, p. 95.

17. Ch. Dupont, «L'ennemi principal», in *Partisans,* juillet-octobre 1970, n^{os} 54-55, et les débats concernant cet article avec l'auteur in *Premier Mai,* n^{o} 2, juin-juillet 1976. D. Léger/Ch. Delphy, «Capitalisme, patriarcat et lutte des femmes».
Voir aussi les propos critiques de C. Alzon à l'endroit de cet article: «La femme potiche et la femme boniche. Pouvoir bourgeois et pouvoir mâle», in *Partisans*, n^{o} 68, novembre-décembre 1972.

n'en contribue pas moins au PNB pour une part importante. «Le travail domestique est devenu le paradigme de la nouvelle activité économique non rétribuée[18].»

Certains conçoivent la discrimination économique contre les femmes comme l'effet de la domination patriarcale. La faiblesse théorique de cet énoncé réside dans l'inadéquation du raisonnement: le patriarcat dominerait le travail domestique et, dans la famille capitaliste, la femme serait l'exploitée; il s'agirait d'une exploitation familiale ou plus précisément d'une exploitation patriarcale, non d'une exploitation capitaliste. Or affirmer que la domination généralisée de l'homme sur la femme (toutes les femmes connaissent cette «situation de mineures», cet «état de soumission forcée aux hommes») est à l'origine d'un mode de production familiale, qui serait le lieu de l'exploitation patriarcale est un raisonnement trop éloigné du schéma de l'asservissement *économique* des femmes en régime industriel et de la théorie marxiste de la lutte des classes pour que la lutte des femmes et la lutte des classes s'articulent entre elles. En réduisant toute interaction à l'échange, les sciences sociales ont jeté les fondations de cette négation «de la légitimité d'une analyse *économique* des relations entre hommes et femmes[19]». Ainsi le conflit qui oppose en société de marché deux classes d'individus, les sociétaires (en grande partie des hommes) d'une économie apparente et les sujets (en général des femmes) relégués dans l'économie souterraine ne peut être analysé — à la manière de certaines sociologues radicales — en tant que conflit opposant la classe des hommes et la classe des femmes.

Le régime, qui prévaut dans les sociétés industrielles avancées, «s'est bâti sur le *neutrum œconomicum*,

18. Ivan Illich, *Le genre vernaculaire*, Paris, Seuil, 1983, p. 33.

19. Voir Illich qui dit le contraire (*ibid.*, p. 49). C'est pour cela qu'il peut parler de «sexe économique.»

l'humain (masculin ou féminin) indifféremment contraint de 'produire' et de 'consommer'[20]». De plus, le concept de classe rend impossible l'identification et à plus forte raison, l'analyse de l'oppression spécifique des femmes. Ce concept de classe dans le marxisme traditionnel est de fait un concept neutre (*gender-blind*)[21]. On ne peut donc associer la lutte des femmes à la théorie marxiste de la lutte des classes, si ce n'est en regard de la contradiction entre leur condition de travailleuses salariées et leur condition de travailleuses domestiques, caractéristique de la condition des femmes dans le système capitaliste.

Certes ce déplacement de l'antagonisme entre la classe des gestionnaires et celle des exécutants à l'antagonisme entre la classe patriarcale et la classe des femmes a le mérite de sauvegarder l'unité du mouvement des femmes tout en prenant acte de la non-uniformité de leur situation mais il traduit une méconnaissance des rapports sociaux. Sans doute les rapports hommes/femmes s'inscrivent-ils dans un ensemble de rapports sociaux mais ce n'est pas «à partir des relations interindividuelles dans lesquelles entrent les agents (en l'occurrence la femme au foyer et son mari) qu'on peut définir les frontières des classes sociales. À l'inverse, ce sont les rapports de production qui déterminent la distribution des agents en classes. C'est sur cette base qu'on peut établir quel est le rapport d'exploitation dominant, dans un mode de production donné[22].» Et le point de vue empiriste et individualisant,

20. *Ibid.*, page couverture. Illich nomme ce régime le régime du sexe (*ibid.*, p. 7): «La rupture avec le passé, décrite par d'autres comme la transition au mode de production capitaliste, je la définis comme le passage de l'égide du genre au régime du sexe.»

21. Voir Iris Young, «Beyond the Unhappy Marriage: A Critique of the Dual Systems Theory», in *Women and Revolution. A discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism,* Montreal, Black Rose Books, 1981, p. 50.

22. D. Léger, *op. cit.*, p. 100.

qui permet d'identifier les relations entre la femme au foyer et son mari avec celles qui existent entre le salarié et son patron, rend la réponse à ces questions indécidable.

En outre, on ne peut affirmer «la domination généralisée de l'homme sur la femme est transversale à toutes les classes sociales» qu'à la condition d'oublier le fondement de l'hypothèse, soit la mise en valeur du caractère productif du caractère ménager. En effet, comment postuler autrement que de manière formelle que les femmes au foyer, qu'elles soient femmes de bourgeois ou exploitées directement dans leur travail salarié, accomplissent le «même travail» lorsque les unes ne réalisent aucun travail domestique et les autres ont un double emploi. Et comment avancer que ce «même travail», donc cette exploitation qui leur est commune, fonde leur mobilisation, en tant que femmes, face à la classe patriarcale?

Quoi qu'il en soit, l'assertion selon laquelle les femmes constituent une classe opprimée par la classe patriarcale capable, si elle s'organise afin de renverser cette domination, de révolutionner l'ensemble des rapports sociaux, récuse à juste titre la position d'Engels eu égard à la nature du travail domestique. Selon Engels, la production familiale a un caractère «privé» et «la famille est une zone retardataire, relativement à l'abri des rapports sociaux capitalistes.» Le travail domestique étant exclu du monde de la valeur, la femme au foyer n'est pas soumise à l'exploitation capitaliste au sens strict du terme.

Or on sait que depuis «la division *économique* (au XIX[e] siècle) du travail salarié et du travail fantôme (l'un et l'autre) sont assignés de façon discriminatoire en fonction des caractéristiques sexuelles[23]». Il n'existe pas, selon Ivan Illich, «de société industrielle où les femmes soient les égales économiques des hommes[24]».

23. I. Illich, *op. cit.*, p. 69.

24. *Ibid.*, p. 11.

Ceci conduit d'autres auteurs à se poser la question de savoir si le capital domine effectivement la caste des femmes «*enchaînées*, par la discrimination, aux travaux ménagers[25]».

L'idée centrale de l'ouvrage de Maria Rosa Dalla Costa, *Le Pouvoir des femmes et la Subversion sociale*[26], est qu'à travers le salaire est organisée l'exploitation de la travailleuse sans salaire. Le capital, note-t-elle, a réussi à organiser l'esclavage salarial dans la mesure où il a réussi à inciter les femmes à accomplir dans la famille une quantité énorme de services sociaux, transformés en activités privées. De fait, les conditions dans lesquelles les femmes accomplissent ce «service du capital» font apparaître le travail des femmes comme «un service personnel, extérieur au capital.» Selon Maria Rosa Dalla Costa, la seule issue possible, pour ces femmes, c'est de récuser sans délai leur rôle de travailleuses au foyer et de sortir de l'isolement domestique qui, en plus de leur interdire une révolte sociale, «rend 'invisible' leur rôle dans le cycle de la production sociale.»

Toutefois, il y a un problème de méthode. Ne voulant pas briser l'unité du mouvement féministe, Rosa Maria Dalla Costa s'interdit «d'identifier les modes de vie correspondants à la division de la société en classes.» Son analyse, en conséquence, se dissout dans l'incantation «toutes les femmes, qu'elles travaillent ou non au-dehors, sont des ménagères et donc des auxiliaires du capital[27]... à toutes il incombe donc de bloquer la machine en refusant le travail ménager.»

25. *Ibid.*, p. 29. Voir entre autres l'article d'Evelyn Reed, «Les femmes: castes, classe ou sexe opprimé?», in *Partisans*, n° 57, janvier-février 1971.

26. Maria Rosa Dalla Costa et Selma James, *Le Pouvoir des Femmes et la Subversion sociale,* Genève, Librairie Adversaire, 1973.

27. «Ce contrat peut commander la revendication d'un salaire pour le travail ménager, salaire versé par l'État puisque l'État est le patron

Ce thème d'une «cause commune des femmes» est inscrit au centre du mouvement des femmes. Certes, il est possible de le critiquer à la lumière des antagonismes des classes auxquelles appartiennent les féministes, mais il est improbable que les féministes cèdent le terrain sur ce point «à ceux qui gomment le problème en postulant que la femme appartient à la classe de son mari [28]».

En effet,

> il y a une convergence essentielle à développer entre la lutte des femmes subalternes contre leur exploitation spécifique et la révolte de certaines femmes de la bourgeoisie qui prennent conscience de la situation d'asservissement que masquent les privilèges dont elles jouis-

collectif des ménagères. Outre qu'il assurerait l'autonomie matérielle des femmes au foyer, ce salaire serait — selon les courants qui avancent ce mot d'ordre — la reconnaissance du travail des femmes à la maison et signerait la rupture des femmes avec la 'pratique de l'esclave qui sert dans l'humilité'.» Voir *Le Foyer de l'Insurrection.* Textes sur le salaire pour le travail ménager. Genève, Collectif L'Insoumise, 1977.
D'autres courants (très majoritaires en France) refusent l'idée d'un salaire ménager, car il briserait les luttes des femmes contre les dimensions spécifiques de leur oppression (en particulier contre leur enfermement domestique).
Quoi qu'il en soit, selon Rosa Maria Dalla Costa, il est aberrant «de considérer l'accès au travail salarié comme le point de passage obligé pour une entrée des femmes dans la lutte anticapitaliste. Le travail salarié ne constitue en rien une expérience d'émancipation pour les femmes. Et le refus du travail ménager par les femmes au foyer atteint directement le capitalisme, dans son centre même, puisque de leur activité domestique dépend pour le capital la possibilité d'organiser l'exploitation directe des travailleurs salariés.»

28. D. Léger, *op. cit.*, p. 104. Déterminer si la femme appartient à la classe de son mari constitue une épineuse question. Le concept de classe sociale au sens marxiste suppose un ensemble de données statistiques sur le groupe d'individus qui constituent la classe mais non sur les individus en particulier qui en font partie. En revanche, la classe sociale au sens nord-américain désigne le style de vie. Il est donc impossible de déterminer au sens marxiste la classe sociale d'un mari ou de sa femme.

sent. La lutte contre le sexisme ordinaire constitue un pôle unificateur du mouvement des femmes, au même titre que toutes les luttes où les femmes peuvent investir ce vécu commun. Cette expérience subjective d'une infériorité dite abusivement 'naturelle'[29].

Les femmes socialement rejetées «du côté de la nature» et infériorisées à ce titre constituent un force sociale susceptible de mettre en cause les symboles et les pouvoirs de la société mâle. Toutefois, si l'on réduit la rupture symbolique des classes dominées à la rupture symbolique des classes privilégiées, on ne propose à «toutes les femmes», en termes d'objectifs de libération, que les aspirations des femmes les plus privilégiées à un «plus être» ou à un «vrai être» individuel.

Or, la difficulté de dire quelque chose de significatif de la lutte des femmes provient de l'ambiguïté de sa situation sociologique. D'un côté, on dénonce unanimement les crimes commis contre les femmes et on présente «tous les hommes» (désignés ou non comme la classe patriarcale) comme les adversaires de «toutes les femmes» victimes d'une oppression commune; afin de fonder la légitimité de ce combat unique, il faut inventer ou plutôt reproduire (prétendûment pour le détruire) le mythe d'une institution de la famille transcendante aux classes sociales.

D'un autre côté, il faut associer la lutte des femmes pour leur émancipation à l'ensemble des mouvements sociaux qui mettent en cause la rationalité technico-scientifique, car ce régime de la rareté repose «sur le postulat que l''homme' est individualiste, possessif et, dans le domaine de sa survie économique, un *neutrum œconomicum* rapace[30]». Cette association

29. *Ibid.* Sur les types d'oppression dont les femmes peuvent être victimes, voir P. Brown, «Universals and Particulars in the Position of Women», in *Women in Society*, London (Virago Press) 1981, p. 244.

30. I. Illich, *Le genre vernaculaire*, p. 124.

réduit sans doute le problème à sa dimension matérialiste mais si le discours féministe veut être pertinent, il ne peut faire abstraction de la diversité des conditions féminines [31]. Il doit donc mettre l'accent sur les conditions économiques d'une insertion sociale et politique des femmes victimes à la fois du préjugé sexuel et de l'injustice sociale.

31. Ce sont des choses que les bonnes manières exigent toujours que l'on passe sous silence, mais certaines femmes se servent du féminisme pour leurs fins personnelles. Or être féministe, ce n'est ni être présidente-directrice générale d'une entreprise prestigieuse, ni échanger des propos légers avec un mari bien disposé et deux adorables enfants pendant que quelqu'un(e) fait à votre place ce que vous n'êtes plus tenue de faire. Être féministe, c'est essentiellement revendiquer de meilleures conditions sociales et économiques dans son propre milieu afin qu'une fois satisfaites, ces conditions deviennent des incitatifs à un mieux-être dans les divers milieux où œuvrent les femmes. Dans ces milieux, il convient certes d'inclure d'emblée celui de la production domestique où l'histoire a confiné la quasi-majorité d'entre elles. C'est là précisément que se situe le défi de l'ouvrage dirigé par Louise Vandelac *Du travail et de l'amour, Les dessous de la production domestique* (Montréal, Éditions Saint-Martin, 1985). Quant aux autres milieux, toutes choses étant par ailleurs égales, l'embauche préférentielle me semble une mesure justifiable s'il s'agit d'inclure, au nom d'une logique proportionnelle et en compensation des misères passées, des femmes là où selon la tradition des hommes uniquement étaient embauchés.